Économie rurale

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°102, 1974. pp. 57-61;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_102_1_2241

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALETIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.

Persée creative commons

2. Economie générale.

Formes (Les) et l'utilisation des diverses énergies dans l'agriculture. Situation actuelle et prospective. — C.R. Acad. Agric. **59** (9), n° spécial, 1973, 643-732, tabl., graph.

OUSSET (J.). — Les comptes régionaux de l'agriculture de 1962 à 1967. — Coll. INSEE (R 13), sept. 1973, 231 p., graph., tabl.

Problèmes méthodologiques de la comptabilité agricole régionale. 2me partie : la méthode d'établissement des comptes régionaux de l'Agriculture. — Cah. IGER (21), 1973, 59 p., tabl.

WAGNER (Cl.). — Les comptes de l'agriculture française de 1972. — Coll. INSEE (C 26), nov. 1973, 87 p., tabl., ann.

3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

ANDERSON (J.R.), POWELL (R.A.). — Economies of size in Australian farming. — Austral. J. agric. Econ. **17** (1), avril 1973, 1-16, tabl., graph., 41 réf. bibliogr.

4. Statistique, méthode et enquêtes.

Organisation des enquêtes agricoles dans les pays de la CEE. — Cah. statist. agric. (12), sept-oct. 1973, 31-42.

RATTIN (S.). — Population agricole familiale selon l'âge en 1967 et 1970. Comparaison avec les projections établies pour 1971. — Cah. statist. agric. (12), sept.-oct. 1973, 1-13, tabl., graph.

5. Offre agricole.

CHABERT (J.P.), MARLOIE (M.), SPITZ (P.), VALLUIS (B.). — Les céréales : pénurie naturelle ou pénurie sociale ? — Paris, INRA (Station Centrale d'économie et de sociologie rurales), nov. 1973, 10 p., graph.

SRIVASTAVA (U.K.), NAGADEVARA (V.), HEADY (E.O.). — Resource productivity, returns to scale and farm size in Indian agriculture : some recent evidence. — Austral. J. agric. Econ. **17** (1), avril 1973, 43-57, tabl., 17 réf. bibliogr., app.

6. Débouchés - Consommation.

BIGATA (G.), BOUVIER (B.). — Composition des ménages et structure de leur budget en 1971. — Coll. INSEE (M. 31), déc. 1973, 104 p., tabl., graph.

ROBIN (F.). — Qui vend ? Qui achète ? Qui consomme les fruits ? — C.R. Acad. Agric. **59** (8), 2-9 mai 1973, 603-618.

SAPIRO (A.), LENDREVIE (J.). — Caractéristiques propres des mouvements de défense des consommateurs dans cinq pays : Japon, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Suède et France. — Probl. écon. (1352), 26 déc. 1973, 7-13.

7. Commercialisation.

DANEL (J.M.), LAURET (F.), MONTIGAUD (J.C.). — Incidences économiques du préemballage dans la distribution des fruits et légumes. — Montpellier ESR, Avignon, Chambre de Commerce et d'Industrie du Vaucluse, avr. 1973, 126 p., tabl.. graph.

MAZENC (L.). — Le marché de la viande. Interventions isolées ou aménagement de l'ensemble. — Purpan (87), avr.-juin 1973, 62-73, tabl., graph.

8. Prix et revenus.

CROOK (W.F.). — La rémunération du travail agricole. — Probl. écon. (1349), 5 déc. 1973, 8-11.

9. Coopération.

BOULET (D.), LAPORTE (J.P.). — La coopération agricole en question. — Ext. Rev. Et. Coop. (172), 1er trim. 1973, 155-181.

CHAUSSEPIED (P.), BOULET (M.). — Les coopératives agricoles de production et le développement de l'agriculture en RDA. — Arch. int. Sociol. Coop. (33), janv.-juin 1973, 134-162, tabl.

ROGER (C.). — Le poids économique du mouvement coopératif. 3^{me} partie : les coopératives agricoles. — Paris, INRA, Station Centrale d'économie et Sociologie rurales, juin 1973, 14-22.

13. Sociologie.

BARDHAN (K. et P.). — La révolution verte et les tensions socio-économiques : le cas de l'Inde. — R. int. Sci. soc. **25** (3), 1973, 313-321, bibliogr.

16. Croissance et développement.

FARCY (H. de). — Esprit d'entreprise et développement économique. — Arch. intern. sociol. coop. (33), janv.-juin 1973, 3-42.

MALASSIS (L.). — Agriculture et croissance méditerranéenne. — C.R. Acad. Agric. **59** (8), 2-9, mai 1973, 580-587, réf. bibliogr.

17. Planification.

BALASSA (B.). — Planning and programming in the European Common Market. — Europ. econ. R. **4** (3), oct. 1973, 217-233, 26 réf. bibliogr.

Comptabilité (La) globale peut-elle être un outil intéressant dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'aménagement rural ? Essai d'utilisation de la comptabilité globale dans le P.A.R. de la Bresse-Saône-et-Loire. — Cah. IGER (21), 1973, 37 p., tabl., cartes.

19. Politique agricole.

BISET (L.). — La définition d'une politique de la montagne. — Av. R. Cons. écon. et soc. (16), 18 sept. 1973, 667-686.

20. Marché commun.

Revenu (Le) du travail et les niveaux de rémunération dans l'entreprise agricole. — Cah. statist. agric. (12), sept.-oct. 1973, 53-72, tabl.

WEINSCHENK (G.). — Issues of future agricultural policy in the European Common Market. — Europ. econ. R. agric. Econ. **1** (1), 1973, 21-46.

21. Commerce international.

Note sur les relations économiques de la France avec la Chine. — Probl. écon. (1349), 5 déc. 1973, 17-19, tabl.

22. Agricultures étrangères.

LORENTZ (F.). — Le rôle de l'économie rurale dans le « modèle » chinois de développement. — Probl. écon. (1349), 5 déc. 1973, 2-8.

23. Etudes par produit.

GUILLAUMAUD (Y.), OBATON (M.). — Les possibilités d'adaptation et le développement de la culture du soja en France. — B.T.I. (282), sept. 1973, 649-660, graph., tabl.

RASTOIN (J.L.). — La hiérarchie des firmes agro-alimentaires géantes en 1971. — Montpellier, Institut agronomique méditerranéen, mars 1973, 1 vol., pag. mult., tabl.

ADJIMAN (G.), DUCOULOMBIER (A.), NICOLAS (F.). — L'industrie des ovo-produits. — ITAVI, Suppl. Nouv. Avic. (179), févr. 1973, 34 p., tabl., graph., photos.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

Pierre GOUROU. — Pour une géographie humaine. Paris, Flammarion, 1973.

L'objet du livre est : « ce qui, dans le paysage, tient à l'intervention de l'homme... la nécessité s'impose d'étudier les corrélations que suggère le paysage... les relations entre éléments physiques et humains. La recherche révèle bien vite que les faits humains ne sont pas dans un rapport simple avec leur socle naturel ; ils en tiennent compte, sans être expliqués directement par lui ».

A partir de conditions physiques identiques, les paysages humains peuvent totalement différer. C'est l'homme, membre d'un groupe, lui-même issu de techniques, qui fait ses paysages. Pour répondre à quels besoins ? Les besoins matériels minimaux ne sont qu'une partie de la consommation. De plus en plus, celle-ci répond à des exigences de civilisation. Les techniques de production et d'encadrement permettent de contrôler la densité de population et les pratiques industrielles. Elles sont les œuvres des hommes et sont, de ce fait, peu déterminées par le milieu naturel. Aussi le rôle explicatif des techniques « leur donne un rang supérieur aux éléments du paysage ».

La clef de l'ouvrage se trouve dans cette phrase : « Il est impensable que le vaste complexe que forme une civilisation puisse être déterminé par le complexe du milieu physique... les techniques nées en un ou plusieurs points de la surface terrestre, ont beaucoup voyagé, et s'exercent en des milieux physiques différents du lieu de leur naissance » (page 12).

La simple observation du terrain est nécessaire et trompeuse. Il faut l'éclairer par la comparaison critique, la connaissance de l'histoire et des civilisations. « Le paysage (...) ne contient pas en lui-même ses propres explications. » Il est « une série de problèmes emboités ».

Traitant d'abord des techniques, l'auteur montre combien les techniques d'encadrement ont pu conduire à créer des paysages opposés à partir de conditions identiques. Citons comme exemple, l'effet des frontières politiques sur le bas Colorado : du côté américain, l'agriculture intensive, du côté mexicain, faute de marchés, du blé et du coton. Un changement de religion, une voie ferrée transforment le paysage.

Comment une civilisation manifeste-t-elle son efficacité en matière de paysage ? L'étendue plus ou moins grande de la surface utilisée par l'homme, la densité de population, la localisation des constructions, les réseaux de communication. Cette « efficacité paysagiste est inséparable de la capacité de capitaliser les excédents naturels de la population... Une civilisation efficace permet au groupe qui la porte de croître en nombre ». « Plus large est l'excédent de production par rapport à la consommation, plus grande est la possibilité de techniques ambitieuses d'encadrement (profondeur, envergure, pluralité des systèmes qui encadrent l'individu) (page 27).

Comment se sont inventées les techniques ? (page 47). Comment l'homme subsiste-t-il, sinon en usant de ses capacités intellectuelles : coopération, outil, mémoire, réflexion, hypothèse ? Le capital génique explique ces créations. Mais comment ne pas reconnaître que « ce capital dormirait si les groupes humains n'avaient, par l'invention des techniques, révélé son existence. Par là se trouve posé le problème de l'inégale efficacité des techniques à travers les groupes humains. »

Qui précède qui ? Le croît démographique ou l'invention technique ? Si l'un et l'autre ont dû marcher à « pas alternés », l'auteur penche cependant en faveur de l'innovation technique.

Il faut cependant mettre en rapport la géographie humaine et les conditions physiques. Pourquoi des hommes vivent-ils au Groenland, au Sahara ? Les sols, les montagnes, les forêts, la mer, les localisations

et carrefours de civilisation (l'auteur doute de leur influence), les calamités, les races, l'alimentation finalement, comment tous ces facteurs expliquent-ils des paysages souvent contradictoires ; « il n'existe pas de vocation imposée par la géographie physique » (page 130).

L'explosion démographique et le problème qu'elle nous pose ne peuvent être ignorés : le surpeuplement entraîne-t-il l'appauvrissement ? Comment répondre, puisque « les ressources sont ce que les hommes les voient ; et elles croissent selon les techniques ». Il est malaisé de stabiliser quantitativement une population ; « en dehors d'un autoritarisme efficient, seules des politiques empiriques et successivement contradictoires sont possibles ». Mais ces notions de peuplement optimum ou maximum, malgré leur manipulation incommode, doivent désormais retenir l'attention.

L'étude des paysages ruraux puis des villes, débouche sur le changement accéléré des paysages. Ceci permet à l'auteur de définir « les directions d'une recherche géographique dans un monde mouvant », recherches débouchant sur des résultats utiles et utilisables (page 342) pour chaque territoire concerné. Les exemples donnés sont probants et montrent que « la voie est libre pour une transformation de la mise en valeur ».

Un regard particulier sur le chapitre « efficacité et malfaisance paysagistes » : les mines à ciel ouvert laissent un paysage minéral, les immenses réservoirs d'eau font peser des tensions qui déclenchent des tremblements de terre, l'irrigation par pompage assèche les nappes et provoque l'enfoncement du sol, les destructions de plantes et d'animaux, la pollution, les ressources naturelles (« l'eau douce par exemple n'est pas un don illimité de la nature »).

L'ouvrage s'achève par un analyse des problèmes actuels des rapports entre l'homme et le milieu : d'innombrables améliorations matérielles sont possibles... encore faut-il amener les hommes à accepter les gênes et les restrictions qui pourraient en résulter. C'est un problème d'encadrement. Faut-il nationaliser et supprimer l'entreprise privée ? « A la condition que la bureaucratie persuade que la limitation de la consommation est affaire d'intérêt général, et que seuls les bureaucrates ont besoin, par exemple, d'automobiles de service ! » Les dégradations enregistrées en Union Soviétique n'ont rien à envier aux erreurs des régimes libéraux. Retenons en conclusion de cet ouvrage passionnant ce mot : « Une trame solide de la géographie humaine (est) la grande importance explicative de l'encadrement. »

(Ph. Mainé)

Edmund NEVILLE-ROLFE. — Food and agriculture in the Common market. Political and economic aspects. (Liste de publications dans les six pays membres de la CEE). The European Research bureau. Oxford, 1973, 157 pages.

L'élargissement de la CEE est un phénomène de première importance : c'est la fin des importations alimentaires bon marché pour la Grande-Bretagne. Mais pour les USA, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, c'est une réduction des possibilités d'exportation vers l'Europe. Quels que soient les jugements portés, il est du plus haut intérêt de réunir une documentation complète sur le marché commun. Sans être totalement exhaustif, l'auteur a analysé et rassemblé ici à peu près tout ce qui a été écrit d'important sur le sujet au cours des cinq dernières années. Il a personnellement visité la plupart des centres de recherche européens dont il nous donne une liste très complète. C'est un travail très original et d'actualité qu'il nous présente aujourd'hui.

Partant d'un examen de la situation de chaque pays membre, les fondements du plan Mansholt (le mémorandum de décembre 1968) sont présentés ainsi que les commentaires et réactions suscités dans chaque pays. L'efficacité de la politique des prix en vue de réduire les surplus agricoles a été discutée par de nombreux experts. Ceux-ci sont loin d'être unanimes, en particulier en Allemagne : des bas prix diminuent la capacité des agriculteurs à investir et, en conséquence, les possibilités de restructuration des entreprises (page 20).

Curieusement, le coût de cette politique commune n'a fait l'objet que de quelques travaux. Les aspects régionaux sont évoqués.

L'influence des agriculteurs sur cette politique est présentée dans deux pays : en France, où les agriculteurs comptent plus sur la protection de l'Etat que sur celle de la commission de Bruxelles, et en Allemagne, où le « lobby » céréalier a obtenu des aides nationales massives (investissement, sécurité sociale, réduction d'impôts) en compensation de la baisse des prix.

Les changements de la population agricole et des structures de production sont analysés dans chaque pays, ainsi que les mesures prises pour agrandir les exploitations (page 41) : acquisition de terre, mobilité professionnelle (IVD), part-time, accroissement de taille et remembrement, coopération. Les prévisions sur l'avenir, présentées par certains auteurs, sont en Allemagne plutôt pessimistes, dans la mesure où le maintien d'une structure familiale est présentée comme synonyme de manque de capital et de terre. En France, la taille moyenne plus grande qu'ailleurs conduit à une vue opposée de ce problème (pages 52 et 53), où se développe une structure néo-artisanale plutôt que capitaliste.

Les mesures concernant la commercialisation s'inspirent des groupements de producteurs français. Les

effets de l'intégration verticale et de la faible transparence des marchés sont rappelés.

La situation du secteur de la distribution est analysée dans chaque pays et pour les principaux produits. Offre et demande sont ensuite confrontées.

Il faut remarquer le caractère complet et objectif des analyses et points de vue présentés par les différents auteurs mentionnés. Cette bibliographie constitue un document de base excellent pour tous ceux qui souhaitent faire le point sur la politique agricole commune.

(Ph. Mainié)

P. DAUPHIN, C. JACOTEY. — L'urbanisme et l'action foncière. Paris, J. Delmas et C^ie^, 1974, 487 pages.

La continuité de la croissance urbaine est l'un des aspects les plus frappants de l'évolution historique depuis la révolution industrielle. Encore plus frappante est l'accélération de cette croissance dans les dernières décennies. De 1850 à 1940, la population urbaine française est passé de 24 % à 50 % de la population totale du pays, et entre 1940 et 1960, de 50 % à 70 %. L'INSEE de son côté évalue la population urbaine en 1985 à 48 millions d'habitants, c'est-à-dire 80 % de la population prévue à cette époque. Il n'est donc pas étonnant que l'urbanisation soit devenue l'une des préoccupations majeures des Pouvoirs Publics et que l'analyse des diverses fonctions urbaines soit l'une des responsabilités essentielles des aménageurs.

Ces fonctions urbaines ont été résumées sous une forme lapidaire dans la Charte d'Athènes de 1933 : « Habiter, travailler, circuler, se cultiver. » L'urbanisme au service de ces fonctions peut donc se définir comme « l'étude systématique des méthodes permettant d'adapter l'habitat urbain aux besoins des hommes » ; il comprend également « l'ensemble des techniques d'application de ces méthodes ». La méthode de l'urbanisme est essentiellement celle de la planification : d'une part, planification dans le temps (cf. les chapitres V et VII du Rapport général du VI^e^ Plan ainsi que les annexes sur le développement urbain et sur le logement) ; d'autre part, planification dans l'espace avec l'aménagement du territoire et documents d'urbanisme (schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme : SDAV - Plans d'occupation des sols : POS).

La diversité de l'environnement dans lequel se développent les villes et la spécialisation des fonctions qui sont dévolues aux différentes zones tendent à différencier les techniques de l'urbanisme : ne parle-t-on pas d' « urbanisme rural », d' « urbanisme commercial », etc... ? MM. Dauphin et Jacotey ont su éviter dans leur ouvrage le piège de l'encyclopédisme. S'adressant à « l'honnête homme de ce siècle, qui cherche à comprendre la mutation de la société qui s'opère devant lui », ils ont pris le parti de réduire au minimum l'exposé des aspects techniques de l'urbanisme (correspondant à l'intervention des économistes, géographes, sociologues et architectes) pour en développer et clarifier les aspects juridiques et réglementaires. Les auteurs n'ont pas oublié que l' « honnête homme » peut être aussi un utilisateur libre ou contraint des règles d'urbanisme : la fin de l'ouvrage constitue un véritable guide pour le propriétaire qui désire construire ou dont le droit de propriété est limité par les règlement d'urbanisme, voire même menacé d'expropriation. Le plus grand mérite des auteurs n'est peut-être pas tant d'avoir réalisé un guide pratique que d'avoir clarifié et rendu accessible un domaine extrêmement complexe et mouvant qui concerne directement les trois-quarts de nos concitoyens.

(J. Poitevin)